

**13 décembre 1996, Ottawa**

**Allocution à l'occasion de la signature d'une entente avec l'Alberta**

Je me réjouis d'être ici aujourd'hui, en compagnie du premier ministre Frank McKenna, pour signer cette entente historique. Cette entente, et celle que nous avons signée avec le gouvernement de l'Alberta la semaine dernière, sont des pas importants dans la bonne direction.

Elles aideront les Canadiens et les Canadiennes sans emploi à retourner sur le marché du travail. Elles montrent que les deux niveaux de gouvernement peuvent unir leurs efforts pour créer des partenariats dans l'intérêt de la population canadienne. Enfin, elles permettent à mon gouvernement de remplir des promesses faites à la population canadienne.

Les gouvernements du Canada et du Nouveau-Brunswick collaborent depuis longtemps dans le secteur du marché du travail. Ces dernières années, nous avons prouvé que cette collaboration fonctionne, grâce à des programmes novateurs qui aident des travailleurs du Nouveau-Brunswick à réintégrer le marché du travail. L'Entente Canada-Nouveau-Brunswick et l'Entente Canada-Alberta ont été négociées afin de donner à ces provinces la marge de manœuvre qui leur permettra de répondre aux besoins de leurs sans emploi.

Ces ententes témoignent d'une forme de collaboration pragmatique et innovatrice. Elles permettront aux deux niveaux de gouvernement de travailler plus intelligemment en conjuguant leurs efforts, et ce sont les chômeurs qui en sortiront gagnants. Au cours des trois dernières années, le gouvernement a montré à quel point le fédéralisme canadien est flexible et dynamique. Par ces ententes, il témoigne une fois encore de sa volonté de renouveler progressivement la fédération, une étape à la fois.

Notre gouvernement est prêt à instaurer de nouveaux mécanismes pour mettre un terme aux chevauchements et mieux servir la population canadienne. En mai dernier, nous avons présenté aux provinces et aux territoires une offre pratique. Nous leur avons proposé de concevoir des prestations d'emploi et des mesures actives de soutien adaptées aux besoins et aux priorités de leur marché du travail. En novembre 1995, j'ai moi-même promis que le gouvernement fédéral se retirerait du secteur de la formation professionnelle sur une période de trois ans.

Au cours des semaines et des mois à venir, nous continuerons de négocier des ententes relatives au marché du travail avec d'autres provinces et les territoires. Nous sommes prêts à transférer 2 000 000 000 \$ à l'ensemble des provinces et des territoires, ce qui permettra d'améliorer les mesures de retour au travail; 2 000 000 000 \$ qui tendent vers un but supérieur : redonner des emplois aux Canadiens et aux Canadiennes.

Les Canadiens et Canadiennes ont besoin d'emplois. Je comprends ce besoin. L'objectif de tous les gouvernements est le même, soit créer un climat économique et social procurant des perspectives d'avenir et des emplois aux Canadiens et aux Canadiennes. Nous entrons dans une ère de nouveaux liens et de nouveaux partenariats entre les gouvernements en vue de fournir à la population canadienne les services et les résultats dont elle a besoin.

Dans le Discours du Trône, le gouvernement a répondu à la volonté des Canadiens en s'engageant à renouveler la fédération canadienne. En juin, mes homologues provinciaux et moi-même avons tracé les grandes lignes de mesures concrètes et pratiques destinées à mieux définir le partage des responsabilités de chaque ordre de gouvernement, ainsi qu'à réduire les chevauchements et le double emploi. Nous reconnaissons tous que les services à la population doivent être offerts par le niveau de gouvernement le plus apte à y répondre efficacement.

Nous entrons dans une ère de nouveaux liens et de nouveaux partenariats entre les gouvernements en vue de fournir à la population canadienne les services et les résultats dont elle a besoin. Le gouvernement fédéral s'est retiré des domaines forestier, minier et des activités récréatives. Il y a quelques semaines à peine, les ministres de l'Environnement ont signé une entente de principe en vue d'une harmonisation qui nous permettrait de mettre en place les normes écologiques les plus strictes.

M. Pettigrew a aussi ouvert le dialogue avec ses homologues des provinces et des territoires dans le but de renforcer l'union sociale. Ces gestes concrets comme la signature des ententes sur le développement du marché du travail avec l'Alberta et le Nouveau-Brunswick montrent que nous tenons nos promesses. Je suis persuadé que ces deux nouvelles ententes seront les premières d'une série d'ententes qui seront signées à l'échelle du pays dans les mois à venir.

Ensemble, nous aiderons plus de Canadiens et de Canadiennes sans emploi à réintégrer le marché du travail.

Merci.